

Manifestations en Biélorussie Chronologie d'une révolution en cours

3 juin

Le sixième train de [sanctions](#) contre la Russie exclut la « Banque biélorusse pour le développement et la reconstruction » du système SWIFT pour avoir soutenu le régime Russe. La liste des [entités biélorusses](#) soumises à des restrictions est étendue à 32 nouvelles entités, cela concerne des producteurs de biens et technologies à double usage, de tabac, de potasse, ainsi que la société d'État de télévision et de radiodiffusion Belteleradio. 12 personnes supplémentaires responsables de la répression de la société civile et de l'opposition démocratique sont également concernées par des sanctions, dont un gel des avoirs et une interdiction de voyager.

19 mai

Dans une [résolution](#), le Parlement condamne le soutien apporté par la Biélorussie à la Russie et demande à ce que toutes les sanctions contre la Russie soient étendues à la Biélorussie. En outre, les députés européens appellent les autorités de Minsk à abolir la peine de mort et demande aux États membres d'appliquer le principe de compétence universelle et de "préparer des procédures judiciaires" contre les fonctionnaires biélorusses responsables de violences et de répression contre la population, les syndicats et l'opposition politique.

8 avril

L'Union [interdit](#) aux entreprises de transport routier biélorusses de circuler dans l'Union. Des dérogations sont accordées pour le transport à des fins humanitaires et pour les produits alimentaires, agricoles et pharmaceutiques. Elle interdit également la vente de billets de banque libellés dans toute monnaie officielle des États membres de l'Union à la Biélorussie ou à toute personne, entité ou organisme en Biélorussie.

7 avril

Le Parlement [demande](#) que les sanctions appliquées contre la Biélorussie correspondent à celles introduites contre la Russie. Il appelle également à la

saisine des avoirs appartenant aux personnes liées au régime biélorusse et à l'interdiction du fret routier depuis et vers la Biélorussie.

28 mars

La Commission appelle les États membres à procéder à des évaluations afin de retirer ou de refuser le renouvellement de la citoyenneté accordée aux ressortissants biélorusses faisant l'objet de sanctions de l'Union.

17 mars

Le Conseil de l'Europe suspend ses relations avec la Biélorussie en raison de sa participation à l'invasion russe en Ukraine. N'ayant pas signé la Convention européenne des droits de l'Homme, la Biélorussie n'est pas un membre à part entière du Conseil de l'Europe. Néanmoins, le Comité des Ministres a privé Minsk de toute forme de coopération découlant des conventions signées par le pays ainsi que des quatre accords partiels dont le pays était membre.

9 mars

L'Union étend ses sanctions contre la Biélorussie en bloquant les transactions avec la banque centrale et les entreprises d'État, ainsi que l'accès au système de messagerie financière SWIFT pour 3 banques et leurs filiales. Elle limite également les dépôts d'argent sur son territoire et interdit la fourniture de billets de banques libellés en euros à la Biélorussie.

4 mars

La Commission suspend la coopération avec la Russie et la Biélorussie dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et du programme Interreg Région de la Mer Baltique. En ce qui concerne la Biélorussie, la contribution de l'Union s'élevait à 257 millions €.

2 mars

L'Union adopte de nouvelles sanctions contre la Biélorussie, qui incluent des mesures contre 22 hauts gradés impliqués dans l'agression contre l'Ukraine et des restrictions sur le commerce d'équipements servant à la production de potasse, de bois, d'acier, de tabac et de produits hydrocarbures.

L'opposante en exil Svetlana Tikhanovskaïa lance un mouvement d'opposition contre la guerre et appelle les Biélorusses à se mobiliser.

1^{er} mars

Dans une [résolution](#) condamnant l'invasion de l'Ukraine, le Parlement européen demande un renforcement des sanctions contre la Russie et que ces mesures s'appliquent également à la Biélorussie, en particulier l'exclusion du système de messagerie financière SWIFT. Il demande également la mise en place d'un instrument de lutte contre la corruption et des sanctions ciblées à l'encontre des personnes responsables de la corruption de haut niveau en Russie et en Biélorussie.

27 février

La Présidente de la Commission [annonce](#) que l'Union va étendre à la Biélorussie les restrictions à l'exportation sur les biens à double usage décidées le 25 à l'encontre de la Russie. Elle ajoute l'Union va également sanctionner les Biélorusses qui contribuent à l'effort de guerre russe.

L'opposante en exil Svetlana Tikhanovskaïa [lance](#) un mouvement de désobéissance civile pour protester contre la participation du régime à la guerre contre l'Ukraine. Des [manifestations](#) sont organisées dans le pays, les premières depuis de nombreux mois.

26 février

Lors d'un [entretien téléphonique](#), le Président français Emmanuel Macron demande à Alexandre Loukachenko « d'exiger au plus vite le retrait des troupes russes du sol biélorusse ». A la veille d'un référendum qui doit approuver une réforme constitutionnelle prévoyant la fin du statut de neutralité nucléaire de la Biélorussie, E. Macron dénonce « la gravité d'une décision qui consisterait à autoriser la Russie à déployer des armements nucléaires sur le sol biélorusse ».

25 février

Le Conseil européen [condamne](#) « fermement » l'implication de la Biélorussie dans l'attaque russe contre l'Ukraine, en partie opérée depuis son territoire, et lui demande de « s'abstenir d'une telle action et de respecter ses obligations internationales ». Il demande que nouveau train de sanctions qui doit être préparé contre la Russie couvre également la Biélorussie.

24 février

En visite à Paris, l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [annonce](#) la formation prochaine d'un [gouvernement en exil](#). Elle déclare : « j'assume la responsabilité de représenter le peuple et la République de Biélorussie, afin de défendre l'indépendance et l'intérêt national de mon pays ».

22 février

La Commission de Venise, l'organe consultatif du Conseil de l'Europe sur les questions constitutionnelles, [estime](#) que la réforme constitutionnelle qui doit être soumise à référendum le 27 février aggravera le « fort déséquilibre des pouvoirs » qui existe déjà en Biélorussie. Elle critique également le manque de transparence de la réforme et « l'absence manifeste d'une coopération constructive » avec l'opposition en exil et la société civile.

21 février

Après une réunion du Conseil Affaires étrangères, le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [prévient](#) que de nouvelles sanctions pourraient être prises contre la Biélorussie si une attaque russe contre l'Ukraine partait de son territoire. Il souligne que « la Biélorussie est entraînée dans la crise », est engagée dans un « processus de satellisation envers la Russie » et pourrait perdre sa neutralité nucléaire.

9 février

A l'occasion de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, l'Union [rappelle](#) son soutien à un « avenir sûr, souverain, démocratique et prospère » pour le pays. Elle demande à nouveau la fin de la répression et la libération des plus de 1040 prisonniers politiques comptabilisés à ce jour. Elle réitère son engagement à « assurer la justice pour les victimes et faire rendre des comptes aux responsables ».

La Présidente du Parlement européen Roberta Metsola [rappelle](#) que « la Biélorussie doit être libre », et réaffirme l'engagement de l'Union envers « tous ceux qui défendent la démocratie et les plus de 1000 prisonniers politiques privés de liberté ».

1^{er} février

Dans une [lettre](#) adressée aux présidents du Parlement, de la Commission et du Conseil européens, 77 députés européens des groupes PPE, S&D, Renew, Verts/EFA et ECR [s'inquiètent](#) de la présence de troupes russes en Biélorussie. Ils estiment que ce déploiement pourrait faire partie d'un plan pour « assujettir et occuper la Biélorussie ». Ils demandent que les décisions diplomatiques qui pourraient être prises pour empêcher une attaque contre l'Ukraine « prévoient un avenir indépendant et démocratique pour la Biélorussie, et ne soient pas à son détriment ».

27 janvier

L'Union [note](#) qu'il y a désormais plus de 1000 prisonniers politiques comptabilisés en Biélorussie, un fait qu'elle qualifie d' « événement honteux ». Elle appelle de nouveau à leur libération immédiate et rappelle le pays à ses engagements et obligations en tant que membre de l'ONU et de l'OSCE.

17 janvier

L'Assemblée nationale française adopte une [résolution](#) condamnant « solennellement le régime illégitime d'Alexandre Loukachenko ». Les députés condamnent les actes de torture et de répression systématique perpétrés par le régime, ainsi que le détournement d'un avion de Ryanair en mai 2021 pour arrêter le journaliste Roman Protassevitch et sa compagne. Ils dénoncent également l'utilisation de migrants comme arme de déstabilisation. Ils demandent la libération des prisonniers politiques et l'organisation d'élections libres.

12 janvier

L'Union [annonce](#) que la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, membres de l'Espace économique européen, appliqueront les sanctions décidées le 15 novembre à l'encontre des compagnies aériennes et agences de voyages qui permettent le transport de personnes vers la Biélorussie.

Le gouvernement lituanien [met un terme](#) au contrat entre sa compagnie ferroviaire nationale et la compagnie biélorusse Belaruskali, soumise à des sanctions américaines. Il estime que le contrat, qui portait sur le transport de potasse, un produit soumis à un embargo européen et américain partiel, allait à l'encontre de la sécurité nationale.

2021

17 décembre

Le prix Charlemagne, qui distingue des personnalités pour leur engagement européen, est [décerné](#) aux opposantes biélorusses Svetlana Tikhanovskaïa, exilée en Lituanie, Maria Kalesnikova, actuellement emprisonnée, et Veronika Tsepikalo, exilée en Pologne. La cérémonie de remise du prix se tiendra le 26 mai 2022.

16 décembre

Le Conseil européen « [demande](#) une nouvelle fois la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques et la fin de la répression de la société

civile et des médias indépendants. Il réaffirme le droit démocratique de la population biélorusse d'élire son président dans le cadre d'une nouvelle élection, libre et régulière ».

Il « condamne fermement l'instrumentalisation des migrants et des réfugiés par le régime biélorusse et la crise humanitaire qu'elle a engendrée ». Il appelle à prendre les mesures nécessaires pour faire face à cette situation, et à « mettre rapidement en œuvre les mesures restrictives à la suite de l'adoption du cinquième paquet de sanctions, et être prêts à adopter au besoin des mesures supplémentaires ».

15 décembre

Le sommet du Partenariat oriental se tient à Bruxelles, sans la Biélorussie qui a suspendu sa participation en juin. L'Union « [déploie](#) » ce retrait et « espère reprendre la coopération avec les autorités biélorusses dès que les conditions nécessaires à une transition démocratique pacifique seront réunies ». Elle rappelle qu'elle continue de dialoguer avec les citoyens, la société civile et les médias indépendants biélorusses et de les soutenir, en particulier avec un plan de 3 milliards €, disponible dès que la Biélorussie sera démocratique.

14 décembre

Sergueï Tikhanovski, qui avait tenté de se présenter à l'élection présidentielle d'août 2020, est [condamné](#) à 18 ans de prison pour "organisation de troubles massifs", "incitation à la haine dans la société", "troubles à l'ordre public" et "obstruction à la Commission électorale". C'est après son arrestation en 2020 que son épouse Svetlana Tikhanovskaïa s'est présentée à la présidentielle, dont le résultat a été falsifié par le régime. Quatre autres opposants sont également condamnés à des peines allant de 14 à 18 ans de prison.

Dans un [communiqué](#), l'Union condamne un nouvel épisode de la « répression brutale et systématique de toutes les voix indépendantes en Biélorussie ». Elle appelle à la libération de 920 prisonniers politiques et prévient que de nouvelles sanctions pourraient être prises.

12 décembre

La Présidente de la Commission Ursula von der Leyen [reçoit](#) l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa. Elle annonce une [aide supplémentaire](#) de l'Union pour la jeunesse biélorusse, les médias indépendants, les PME en exil et les acteurs de la culture, d'un montant de 30 millions €.

Le Président du Conseil européen Charles Michel, le Haut Représentant Josep Borrell et des ministres des Affaires étrangères [rencontrent](#) des représentants de la société civile biélorusse. J. Borrell rappelle que l'Union condamne les violations des droits de l'Homme par le régime, réclame la fin de la répression et

la libération des prisonniers politiques et soutiendra un dialogue politique pour sortir de la crise.

2 décembre

L'Union [adopte](#) de nouvelles sanctions contre 17 individus et 11 entités ayant contribué à inciter et à organiser des franchissements illégaux de la frontière de l'Union. Ces sanctions visent des membres du pouvoir judiciaire, des organes de la propagande, ainsi que des responsables politiques et des entreprises comme la compagnie aérienne Belavia, des tours opérateurs et des hôtels. Il s'agit du 5ème paquet de sanctions depuis le début de la crise. 183 individus et 26 entités sont désormais concernés par le gel des avoirs et l'interdiction de voyager dans l'Union. Ces sanctions sont adoptées en concertation avec les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. L'Union et ses partenaires [demandent](#) à nouveau la fin de la répression et la libération de 900 prisonniers politiques, et appellent le régime à engager un dialogue avec l'opposition démocratique et la société civile.

1^{er} décembre

La Commission [propose](#) des mesures temporaires afin d'aider la Lettonie, la Lituanie et la Pologne à faire face à l'afflux de migrants à leurs frontières avec la Biélorussie. Les trois États membres pourront étendre la période d'enregistrement des demandes d'asile à 4 semaines, et jusqu'à 16 semaines pour traiter les demandes à la frontière. Les procédures de retour seront simplifiées. Ces mesures exceptionnelles concernent les personnes non-membres de l'Union entrées sur le territoire de manière illégale par la Biélorussie. Elles s'appliqueront pour une durée de 6 mois après adoption du Conseil et du Parlement.

24 novembre

L'opposante Svetlana Tsikhanovskaïa [s'exprime](#) devant le Parlement européen à Strasbourg. Elle estime que les sanctions contre le régime biélorusse « marchent vraiment » et appelle l'Union à « continuer à mener une politique de sanctions cohérente ».

23 novembre

La Commission [propose](#) une série de mesures contre les activités des opérateurs de transport qui pratiquent ou facilitent le trafic de migrants ou la traite des êtres humains à destination de l'Union. Ces mesures incluent notamment la limitation des opérations sur le marché de l'Union, la suspension des licences et l'interdiction de transiter par le territoire de l'UE ou de le survoler.

La Commission annonce qu'elle met 200 millions € à disposition de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne pour la gestion des frontières, et 36,7 millions € à la Lituanie pour améliorer la mise en œuvre des procédures d'asile et les

conditions d'accueil. Elle annonce également qu'elle a alloué 700 000 € d'aide humanitaire en faveur des personnes vulnérables et des migrants bloqués en Biélorussie et va débloquent 3,5 millions € pour les retours volontaires de la Biélorussie vers les pays d'origine.

22 novembre

Une conférence internationale sur la Biélorussie est [organisée](#) à Vienne par le gouvernement autrichien pour « trouver, avec la société civile, des moyens de sortir de la crise actuelle en Biélorussie ». L'opposante Svetlana Tsikhanovskaïa, qui y participe, [estime](#) qu'il s'agit d'une « première étape pour un vrai changement dans le pays », mais demande des décisions concrètes.

18 novembre

Dans une [déclaration commune](#), les ministres des Affaires étrangères du G7 et le Haut Représentant de l'Union condamnent le régime biélorusse pour « son orchestration de migrations irrégulières à travers ses frontières ». Ils l'appellent à « cesser immédiatement sa campagne agressive » et laisser les organisations internationales fournir une assistance humanitaire aux personnes bloquées sur son territoire.

Ils assurent qu'ils continueront à travailler ensemble pour que les responsables du régime rendent des comptes et pour soutenir la société civile et les droits de l'homme en Biélorussie.

Le régime biélorusse [déclare](#) que les campements de migrants à la frontière polonaise sont évacués.

16 novembre

Au poste frontière de Bruzgi-Kuznica, des migrants [lancent](#) des pierres contre les forces polonaises, qui répondent avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau. La Pologne se dit [confrontée](#) à une « attaque sans précédent » orchestrée par le régime biélorusse.

15 novembre

Le Conseil [adapte](#) son régime de sanctions pour cibler les personnes et entités qui contribuent au trafic de migrants vers l'Union. Les mesures [s'appliqueront](#) entre autres aux compagnies aériennes et agences de voyages qui permettent le transport de personnes vers la Biélorussie.

12 novembre

Le vice-Président de la Commission Margaritis Schinas salue la [décision](#) des autorités turques d'interdire aux Syriens, Irakiens et Yéménites de prendre des vols à destination de la Biélorussie. Après des réunions aux Émirats Arabes Unis et au Liban, il [assure](#) que ces deux pays vont coopérer pour mettre fin au trafic de migrants vers l'Union via la Biélorussie.

Le ministre de l'Intérieur slovène Ales Hojs, dont le pays préside le Conseil de l'UE, [exprime](#) son soutien à la Pologne et annonce une réunion extraordinaire des ministres de l'Intérieur « dans les plus brefs délais ».

Le Conseil de l'Atlantique nord, l'instance politique de l'OTAN, [condamne](#) « fermement » l'attaque hybride biélorusse et affirme que ses membres « continuerons de suivre les répercussions pour la sécurité de l'Alliance »

11 novembre

Les États membres de l'Union qui siègent actuellement au Conseil de sécurité des Nations Unies – Estonie, France, Irlande – publient un [communiqué commun](#) avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, ainsi que l'Albanie qui s'apprête à siéger. Ils estiment que la tactique du régime biélorusse est inacceptable et appellent à une réaction internationale forte, et à une coopération internationale pour amener le régime à rendre des comptes.

10 novembre

L'Union européenne [dénonce](#) le « cynisme du régime biélorusse qui, en attisant la crise aux frontières extérieures de l'UE, essaie de détourner l'attention de la situation qui prévaut dans ce pays, où la répression brutale et les violations des droits de l'homme se poursuivent et même s'aggravent ». Elle « condamne fermement le régime de Loukachenko, qui met délibérément en danger la vie et le bien-être d'êtres humains ».

Elle assure qu'elle travaille en étroite collaboration avec les pays d'origine et de transit pour mettre fin au trafic de migrants vers l'Europe organisé par la Biélorussie, et prévient qu'elle prendra de nouvelles sanctions contre les personnes qui participent et contribuent à ce trafic.

En visite à Varsovie, le Président du Conseil européen Charles Michel [condamne](#) l'attaque « hybride, brutale, violente et indigne » menée par la Biélorussie, et exprime la solidarité de l'Union avec la Pologne. Il estime que la situation requiert des mesures « fortes et urgentes » et précise que l'Union et les États membres envisagent de « déployer nos capacités d'action pour avoir un impact significatif ».

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki [explique](#) que son pays attend un soutien diplomatique des États membres, en particulier par le biais de nouvelles

sanctions contre la Biélorussie et des mesures pour bloquer les vols de migrants vers Minsk.

Les députés européens débattent de la situation à la frontière polonaise et font part de leur « profonde inquiétude ». Ils condamnent la tactique du régime biélorusse « consistant à canaliser des flux de migrants vers les frontières extérieures de l'UE afin d'aggraver la situation avec les pays voisins, en particulier la Pologne, pour se venger des sanctions de l'Union européenne ».

9 novembre

Le Conseil suspend partiellement l'accord entre l'Union et la Biélorussie sur la facilitation des visas, afin d'en exclure les dirigeants du régime biélorusse. La décision est une réponse à l'organisation par ce régime de l'afflux de migrants à la frontière de l'Union, que cette dernière considère comme une attaque hybride. Le Conseil précise que cette décision n'affectera pas les citoyens biélorusses ordinaires.

Le Parlement lituanien déclare l'état d'urgence à la frontière avec la Biélorussie pour un mois à partir du 10 novembre. L'accès à une zone de 5 kilomètres le long de la frontière sera restreint, et les contrôles seront renforcés.

8 novembre

Plusieurs centaines de migrants sont conduits à la frontière polonaise, visiblement accompagnés par des Biélorusses armés, et sont bloqués par l'armée polonaise.

Le Président polonais Andrzej Duda tient un Conseil de sécurité et annonce qu'il prendra des mesures si la situation l'exige et se tiendra en contact avec les autres membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen qualifie la situation d'attaque hybride et exige que la Biélorussie cesse de « mettre en danger la vie des citoyens ». Elle prévient les autorités biélorusses que « faire pression sur l'Union européenne de cette manière par une instrumentalisation cynique des migrants ne les aidera pas à atteindre leurs objectifs ». Elle appelle les Etats membres à approuver de nouvelles sanctions contre le régime biélorusse.

Le Président du Parlement européen David Sassoli appelle la Biélorussie à cesser « l'exploitation des migrants et demandeurs d'asile pour des jeux de pouvoirs politiques ». Il appelle également la Pologne à accepter l'aide de l'Union et à « éviter l'escalade ».

4 novembre

35 États dont ceux de l'Union européenne sauf la Pologne déclenchent à l'OSCE le mécanisme dit « de Vienne », qui permet de demander à un État de fournir des réponses sur la situation des droits de l'Homme. Ils demandent à la Biélorussie de s'expliquer sur la répression des manifestations pacifiques et de la société civile, la torture et les traitements dégradants, ainsi que le trafic de migrants vers l'Union.

Dans une déclaration, l'Union réitère sa condamnation des actes du régime biélorusse, sa demande de libération des prisonniers politiques et son soutien à l'opposition démocratique et à un dialogue pour organiser une transition pacifique.

L'Union qualifie d' « injustifiée » la condamnation de Leonid Sudalenko & Tatyana Lasitsa, membres de l'organisation de défense des droits de l'Homme, à respectivement 3 ans et 2 ans et demi de prison.

2 novembre

Le Président polonais Andrzej Duda signe la loi destinée à la mise en place d'une clôture d'environ 200 kilomètres de long à la frontière avec la Biélorussie afin d'empêcher le passage de migrants transportés par le régime biélorusse.

25 octobre

Lors d'une réunion de la Troisième commission des Nations Unies, un organe en charge des questions sociales, humanitaires et culturelles, l'Union européenne et ses États membres signent un communiqué commun avec d'autres pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et l'Ukraine.

Ils condamnent « la récente intensification des violations des droits de l'Homme » en Biélorussie, et demandent la fin de la répression et la libération immédiate des personnes détenues arbitrairement. Ils réitèrent leur soutien aux travaux de la plateforme internationale de reddition des comptes pour la Biélorussie, afin d'amener les responsables du régime devant la justice internationale.

22 octobre

Le Conseil européen assure que l'Union « continuera à lutter contre l'attaque hybride en cours qui a été lancée par le régime biélorusse, y compris en adoptant de nouvelles mesures restrictives à l'encontre de personnes et d'entités juridiques, conformément à son approche progressive, et ce, de manière urgente. »

Il demande également « une nouvelle fois aux autorités biélorusses de libérer tous les prisonniers politiques ».

18 octobre

Réunis à Luxembourg, les ministres européens des Affaires étrangères [mettent la Biélorussie en garde](#) contre « l'usage politique » des migrants. Ils soulignent que l'Union va poursuivre ses contacts avec les pays d'origine et de transit pour mettre fin aux voyages de migrants organisés par le régime biélorusse.

Le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [précise](#) devant les journalistes que l'Union est prête à sanctionner la compagnie aérienne Belavia, qui transporte les migrants vers la Biélorussie, et veut convaincre d'autres compagnies de ne plus prendre part à ce « trafic de migrants ».

17 octobre

L'ambassadeur de France en Biélorussie, expulsé par le régime, [quitte](#) le pays. Nommé fin 2020, il n'avait [pas présenté](#) ses lettres de créances à Alexandre Loukachenko, la France et l'Union ne le reconnaissant plus comme président après l'élection truquée d'août 2020.

14 octobre

La chambre basse du Parlement polonais [approuve](#) le projet de [construire une barrière](#) dotée de moyens de surveillance à la frontière avec la Biélorussie, en réaction à l'afflux de migrants organisé par le régime biélorusse. Le projet doit désormais être examiné par le Sénat.

7 octobre

Dans une [résolution](#) adoptée par 506 voix contre 29, le Parlement européen appelle à traduire le régime d'Alexandre Loukachenko devant la Cour internationale de Justice, en s'appuyant sur les travaux de la plateforme de lutte contre l'impunité en Biélorussie créée par le Parlement en mars 2021.

Les députés condamnent à nouveau « la répression, la torture et les mauvais traitements infligés à la population pacifique » en Biélorussie, ainsi que « l'instrumentalisation des êtres humains par le régime Loukachenko à des fins politiques ».

5 octobre

Lors d'un débat sur la Biélorussie au Parlement européen, le Haut Représentant Josep Borrell [condamne](#) le « trafic de migrant d'État » organisé par le régime vers l'Union. Il souligne que l'Union doit défendre « ses frontières et ses valeurs ». Il rappelle également que l'Union doit lutter contre la désinformation du régime tout en soutenant l'opposition démocratique.

1^{er} octobre

La Secrétaire générale du Conseil de l'Europe Marija Pejcinovic Buric se dit « [très préoccupée](#) » après la dissolution par la Cour suprême biélorusse du Comité Helsinki de Biélorussie, l'une des plus anciennes ONG de défense des droits humains du pays. Elle appelle les autorités à « veiller à ce que le Comité Helsinki de Biélorussie puisse continuer à travailler en toute sécurité, sereinement et sans entrave ».

30 septembre

Dans une [résolution](#), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe appelle les autorités biélorusses à « arrêter l'instrumentalisation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile ». Elle propose également la création, au sein du Conseil de l'Europe, d'un groupe permanent ou d'un organe centré sur la situation des droits de l'Homme en Biélorussie, dont l'une des tâches serait de surveiller la situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

29 septembre

La Commission européenne propose de [suspendre](#) partiellement l'accord UE-Biélorussie sur la facilitation des visas, afin d'en exclure les fonctionnaires liés au régime d'Alexandre Loukachenko. La mesure, qui doit être validée par le Conseil, concernera les membres des délégations officielles biélorusses et les membres des gouvernements et parlements nationaux et régionaux biélorusses, ainsi que ceux de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême, dans l'exercice de leurs fonctions.

27 septembre

Maria Kalesnikova, membre du Conseil de coordination de l'opposition biélorusse, actuellement emprisonnée, est la [lauréate du Prix Václav Havel](#) pour les droits de l'homme, décerné par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Sa sœur Tatsiana Khomich, qui a reçu le prix à sa place à Strasbourg, estime que « cette récompense est un signe de solidarité de l'ensemble du monde démocratique avec le peuple du Bélarus. C'est aussi un signe pour nous, Bélarusses, que la communauté internationale nous soutient, et que nous sommes sur la bonne voie ».

24 septembre

La Lituanie accueille à Vilnius une [conférence](#) de la diaspora biélorusse, avec 40 délégations venues de 27 pays. Les délégués discutent du soutien aux Biélorusses

restés dans le pays, de la pression économique sur le régime et de l'action internationale de l'opposition démocratique.

15-17 septembre

En visite à Paris, l'opposante Svetlana Tsikhanovskaïa est reçue par le ministre des Affaires étrangères [Jean-Yves Le Drian](#), le Président du Sénat [Gérard Larcher](#), le Haut-commissaire au Plan François Bayrou, le Président du Conseil constitutionnel Laurent Fabius, et la maire de Paris Anne Hidalgo. Dans [une tribune](#) publiée par Ouest France, elle appelle la France à user de son influence internationale pour "instaurer un dialogue entre tous les acteurs concernés" et trouver une issue à la crise.

9 septembre

Le Prix franco-allemand du journalisme dans la catégorie multimédia est [remis](#) à la journaliste biélorusse Kseniya Halubovich, pour sa série de reportages "Biélorussie : chronique d'une révolution" diffusée sur Arte.

6 septembre

Maria Kalesnikova, membre du Conseil de coordination de l'opposition biélorusse, est [condamnée](#) à 11 ans de prison pour sa participation à la contestation de l'élection présidentielle truquée d'août 2020. Maxime Znak, un avocat, est condamné à 10 ans de prison. Dans un communiqué, le Service européen pour l'action extérieure [qualifie](#) d'infondées que les charges de complot contre l'Etat sur lesquelles se basent ces condamnations. Il déplore le « manque de respect flagrant » des droits de l'Homme par le régime.

2 septembre

Le Président polonais Andrzej Duda [déclare](#) l'état d'urgence dans deux régions frontalières de la Biélorussie, la Podlachie et la région de Lublin, pour [faire face](#) à un éventuel afflux de migrants qui seraient organisé par le régime de Minsk.

1^{er} septembre

Lors du Forum stratégique de Bled, en Slovénie, l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [rencontre](#) le commissaire au voisinage Oliver Varhelyi pour discuter du soutien de l'Union à la société civile. Elle [s'entretient](#) également avec le Président de la Banque européenne d'investissement Werner Hoyer pour évoquer un éventuel soutien de la BEI au secteur privé en Biélorussie, et avec la Présidente de la Banque pour la reconstruction et le développement, Odile Renaud-Basso pour [parler](#) du soutien de la BERD à une transition future.

31 août

Le gouvernement polonais [demande](#) au Président de [déclarer l'état d'urgence](#) dans deux régions du pays frontalières de la Biélorussie, afin de faire face à un éventuel afflux de migrants organisé par le régime biélorusse.

Maria Kalesnikova, membre du Conseil de coordination de l'opposition biélorusse, est [sélectionnée](#) pour être l'une des trois finalistes du Prix des Droits de l'homme Vaclav Havel, décerné chaque année par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le lauréat sera désigné le 27 septembre.

30 août

Le porte-parole du Haut Représentant de l'Union [condamne](#) la fermeture de l'Association des journalistes biélorusses, le 27 août et appelle une nouvelle fois le régime à mettre fin à la répression.

18 août

Les ministres de l'Intérieur de l'Union [décident](#) d'apporter un soutien à la Lituanie, la Lettonie et la Pologne, confrontées à un afflux de migrants organisé par le régime biélorusse. Des experts et équipes supplémentaires, ainsi que des équipements sont prévues pour renforcer les capacités d'accueil. La Commission européenne est invitée à octroyer une aide financière supplémentaire.

Les bureaux de l'agence de presse indépendante BelaPAN sont [perquisitionnés](#) à Minsk et plusieurs journalistes arrêtés pour "organisation d'actes ayant violé l'ordre public". Le site de l'agence est mis hors ligne. Le Service européen pour l'action extérieure [demande](#) la libération immédiate des 33 journalistes emprisonnés en Biélorussie.

Le porte-parole du Haut Représentant de l'Union [déploie](#) la condamnation à 8 ans et demi de prison de l'opposant Stsiapan Latypau, et demande la libération des 630 prisonniers politiques recensés.

9 août

Le Président du Parlement européen David Sassoli [rencontre](#) à Vilnius la leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa. Ils [discutent](#) des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour favoriser la transition démocratique.

8 août

A l'occasion de l'anniversaire de l'élection présidentielle truquée du 9 août 2020, le Haut Représentant Josep Borrell [rappelle](#) que « le seul moyen de mettre fin à la

crise politique réside dans un dialogue national ouvert à tous ». Il précise que les sanctions européennes ne seront levées que si le régime cesse sa répression et respecte la démocratie et les droits de l'Homme. Il réitère l'engagement de l'Union à soutenir la société civile et une future transition démocratique.

Des [manifestations de soutien](#) à l'opposition biélorusse sont organisées à Varsovie et Kiev.

2 août

La Pologne [accorde](#) un visa humanitaire à l'athlète Krystina Tsimanouskaya, que le régime biélorusse a tenté de ramener de force depuis Tokyo où se déroulent les Jeux olympiques.

30 juillet

Le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [qualifie](#) « l'instrumentalisation » des migrants à la frontière lituanienne par le régime biélorusse de « totalement inacceptable ». Il assure que l'Union reste déterminée à gérer les arrivées de migrants « de manière efficace » afin de protéger les frontières extérieures de l'Union.

23 juillet

La Commission [annonce](#) que 12 États membres ont proposé d'envoyer de l'aide, notamment des tentes, des lits et des groupes électrogènes, pour les migrants passés illégalement de Biélorussie en Lituanie. La commissaire aux affaires intérieures Ylva Johansson déclare que « *le régime autoritaire biélorusse exploite la situation d'êtres humains à des fins politiques : c'est totalement inacceptable* ».

21 juillet

Heidi Hautala, vice-Présidente du Parlement européen, et Maria Arena, Présidente de la sous-commission Droits de l'Homme du Parlement, [dénoncent](#) les arrestations de défenseurs des droits de l'Homme et représentants de la société civile. Elles demandent la libération de tous les prisonniers politiques, et en particulier d'Alès Bialiatski, fondateur de l'organisation de défense des droits de l'Homme Viasna, et prix Sakharov 2020 aux côtés d'autres dirigeants de l'opposition démocratique.

16 juillet

Le régime biélorusse [poursuit](#) sa répression des médias et de la société civile, avec de nouvelles perquisitions et arrestations, en particulier à Radio Liberté, l'antenne dans le pays de Radio Free Europe. Dans le même temps, 10 étudiants et un

professeur ont été condamnés à 2 ans et demi de prison, et un autre étudiant à 2 ans de prison, pour « violation de l'ordre public ».

La représentante de l'Union à l'OSCE demande la libération des plus 555 prisonniers politiques actuellement emprisonnés en Biélorussie, dont l'opposant Viktor Babariko, condamné à 14 ans de prison le 6 juillet.

15 juillet

Le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell estime que la nouvelle vague de répression est une preuve supplémentaire de la « campagne systématique et orchestrée pour réduire au silence les voix dissidentes et supprimer l'espace civique en Biélorussie ». Il prévient que l'Union est prête à prendre des mesures supplémentaires contre le régime.

La Secrétaire générale Marija Pejcinovic Buric se déclare « préoccupée par la traque et l'arrestation de membres connus et respectés de la société civile et de défenseurs des droits de l'homme, parmi lesquels des partenaires du Conseil de l'Europe ». Elle appelle les autorités biélorusses à libérer toutes les personnes arrêtées.

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic estime que les perquisitions et arrestations de défenseurs biélorusses des droits de l'Homme sont inacceptables et demande la libération des personnes arrêtées.

14 juillet

Le régime biélorusse perquisitionne les locaux de plusieurs associations de défense des droits de l'Homme et arrête certains de leurs responsables. L'ONG Amnesty International dénonce le fait que « *la société civile est anéantie au cœur de l'Europe* ».

10 juillet

L'agence Frontex annonce un doublement du nombre d'officiers et voitures de patrouille déployés sur la frontière entre la Lituanie et la Biélorussie, ainsi que l'envoi d'experts pour aider les autorités lituaniennes à rassembler des informations sur les passages illégaux de la frontière.

9 juillet

Les autorités lituaniennes entament la mise en place d'une clôture en barbelé le long de la frontière avec la Biélorussie, pour empêcher le passage de migrants illégaux encouragés par le régime biélorusse.

Le régime biélorusse poursuit sa [répression](#) contre les médias indépendants, avec le blocage de Nasha Niva, le plus ancien média en ligne du pays, et l'arrestation de son rédacteur en chef.

7 juillet

Après la décision, la veille, du régime biélorusse d'expulser deux diplomates lituaniens, le Service européen pour l'action extérieure [estime](#) que le régime « s'isole encore plus » et l'appelle à permettre à tous les diplomates européens de travailler normalement.

6 juillet

L'opposant Viktor Babariko, arrêté en juin 2020 pour avoir voulu se présenter à l'élection présidentielle d'août 2020, est condamné à 14 ans de prison pour corruption. L'Union [qualifie](#) cette condamnation d' « injuste et arbitraire », demande la libération immédiate de V. Babariko et de tous les prisonniers politiques, et précise qu'elle est prête à étudier des mesures supplémentaires contre le régime.

Le Président du Conseil européen Charles Michel se rend à la frontière entre la Lituanie et la Biélorussie en compagnie de la Première ministre Ingrida Simonyte et exprime [le soutien](#) de l'UE face à l'arrivée de migrants irréguliers provoquée par la Biélorussie.

Charles Michel [rencontre](#) à Vilnius l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, pour discuter notamment de la future conférence de haut niveau sur la Biélorussie et des moyens de maintenir la participation de la Biélorussie démocratique dans le Partenariat oriental, dont s'est retiré le régime.

L'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, pays candidats à l'UE, ainsi que l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège, membres de l'Association européenne de libre-échange, [s'associent](#) à la décision prise par l'Union le 21 juin d'ajouter 78 personnes et 7 entités à la liste des sanctions européennes.

5 juillet

En visite en Lituanie à l'occasion du Jour de l'État, le Président du Conseil européen Charles Michel [condamne](#) « toutes les tentatives d'instrumentaliser la migration irrégulière, illégale, pour tenter de faire pression sur les États membres de l'Union européenne ». Il déclare que l'UE va voir si elle peut faire plus et mieux pour aider la Lituanie à gérer l'arrivée de migrants organisée par le régime biélorusse.

La Lituanie accorde un statut diplomatique à la « représentation de la démocratie biélorusse » installée à Vilnius et dirigée par l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa.

2 juillet

La Lituanie décrète un état d'urgence pour faire face à l'augmentation de l'immigration illégale en provenance de Biélorussie. Le gouvernement explique que les entrées illégales ont été multipliées par 11 depuis 2020, les migrants se présentent principalement comme des Irakiens, des Iraniens ou des Syriens.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, en visite dans le pays, apporte son soutien au gouvernement et dénonce un « dessein politique » derrière ces mouvements de migrants, très vraisemblablement organisés par le régime biélorusse.

28 juin

Le gouvernement biélorusse annonce qu'il suspend sa participation au Partenariat oriental, le cadre de coopération de l'Union avec 6 pays issus de l'URSS. Il annonce également le rappel de son ambassadeur auprès de l'Union et « encourage » le représentant de l'Union à Minsk de rentrer à Bruxelles.

Le Président du Conseil européen Charles Michel qualifie cette décision de pas en arrière qui va accroître la tension et avoir un impact négatif pour le peuple biélorusse. Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell assure que l'Union est prête à continuer de travailler avec le peuple biélorusse.

Le ministre tchèque des Affaires étrangères annonce que le gouvernement va permettre l'ouverture d'un bureau de l'opposition biélorusse à Prague, comme il en existe déjà à Varsovie et Vilnius.

24 juin

L'Union introduit des sanctions économiques ciblées à l'encontre du régime biélorusse. Celles-ci incluent des restrictions sur le commerce des produits pétroliers, de potasse et des biens utilisés pour la production ou la fabrication de produits du tabac. La vente et fourniture à la Biélorussie d'équipements à double usage civil et militaire et d'équipements de surveillance des communications sont également interdits. L'accès aux marchés des capitaux européens est restreint pour les entités biélorusses, la Banque européenne d'investissement suspend ses programmes dans le pays, et il est désormais interdit de fournir des services d'assurance ou réassurance à des entités biélorusses.

Lors du Conseil européen à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union demandent « une nouvelle fois » la libération immédiate des prisonniers politiques et des personnes détenues arbitrairement, « y compris Raman Pratashevitch et Sofia Sapega », ainsi que la fin de la répression de la société civile

et des médias indépendants. Ils réaffirment le droit Biélorusses d'élire leur président dans le cadre d'une nouvelle élection, libre et régulière.

21 juin

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union décident de sanctionner 78 individus et 8 entités biélorusses impliqués dans la répression en Biélorussie. 7 individus et 1 entité sont directement liés au détournement d'un avion de Ryanair le 23 mai et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et sa compagne Sofia Sapega. 166 personnes et 15 entités sont désormais visées par les sanctions européennes, qui incluent une interdiction d'entrer sur le territoire de l'Union, un gel des avoirs, et l'interdiction pour les personnes et entreprises européennes de mettre des fonds à leur disposition.

Avant leur réunion, les ministres ont reçu l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa pour une discussion sur la situation dans le pays. S. Tikhanovskaïa s'est ensuite rendue à Bruxelles où elle a été reçue par la vice-Présidente de la Commission pour les Valeurs et la Transparence, Vera Jourova.

Le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis adoptent également des sanctions, en coordination avec l'UE. Dans un communiqué commun, les 3 pays et l'Union se déclarent unis dans leurs appels à la fin de la répression, à la libération des prisonniers politiques et à l'ouverture d'un dialogue avec la société civile. Ils réitèrent leur soutien aux aspirations démocratiques des Biélorusses et leur volonté d' « imposer un coût au régime pour son mépris flagrant de ses engagements internationaux ».

L'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, pays candidats à l'UE, ainsi que l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège, membres de l'Association européenne de libre-échange, s'associent à la décision de l'UE de fermer son espace aérien aux compagnies biélorusses et de ne pas survoler l'espace aérien biélorusse.

16 juin

Les ambassadeurs des États membres de l'Union se mettent d'accord pour ajouter 78 responsables biélorusses et 7 entités à la liste des personnes et entités soumises à des sanctions pour leur rôle dans la répression de l'opposition. Sept d'entre eux sont impliqués dans le détournement d'un avion de Ryanair le 23 mai et l'arrestation de deux passagers, le journaliste Roman Protassevitch et sa compagne Sofia Sapega.

Les sanctions entreront en vigueur après leur adoption formelle par les ministres des Affaires étrangères le 21 juin.

14 juin

Les dirigeants des pays de l'OTAN réunis à Bruxelles [se déclarent](#) profondément préoccupés par les événements survenus en Biélorussie depuis août 2020 et soulignent que les actions du régime ont des incidences sur la stabilité régionale. Ils appellent la Biélorussie à respecter le droit international et les droits de l'Homme, et à libérer les prisonniers politiques. Ils demandent à la Russie et à la Biélorussie d'agir de manière « prévisible et transparente ».

Ils affirment qu'il est « dans l'intérêt de tous que la Biélorussie soit un pays démocratique, souverain et stable. Les Alliés se tiennent prêts à développer un partenariat mutuellement bénéfique entre l'OTAN et la Biélorussie, en fonction de la situation politique et des conditions de sécurité ».

13 juin

Les dirigeants du G7 réunis au Royaume-Uni [se déclarent](#) « profondément préoccupés par les attaques continues contre les droits de l'Homme, les libertés fondamentales et le droit international » perpétrées par le régime biélorusse.

Ils appellent le régime à engager un dialogue « significatif » avec tous les secteurs de la société civile, et organiser des élections libres et honnêtes. Ils affirment qu'ils travailleront ensemble pour faire rendre des comptes aux responsables de la répression et soutenir la société civile et les médias indépendants.

10 juin

Dans [une résolution](#) adoptée par 626 voix contre 16, le Parlement européen qualifie d'acte de terrorisme d'État le détournement d'un avion de Ryanair le 23 mai et demande au Conseil de l'UE d'étendre dès que possible les listes des personnes et entités faisant l'objet de sanctions de l'Union en y incluant les personnes et entités impliquées dans le détournement.

Les députés appellent à la libération « libération immédiate et inconditionnelle » du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, arrêtés à leur descente de l'avion, ainsi que de tous les prisonniers politiques.

Les députés demandent en outre que la Biélorussie soit suspendue des organes et événements sportifs internationaux, notamment les championnats d'Europe et du monde et les Jeux olympiques à Tokyo. Ils demandent à l'UEFA de retirer les droits de diffusion de l'Euro de football à la télévision d'État biélorusse et de les octroyer gratuitement au média indépendant Belsat TV.

Dans une [tribune](#), le vice-Président exécutif de la Commission européenne Frans Timmermans propose que les Européens financent des structures de soutien psychologique pour tous les exilés biélorusses qui en ont besoin. Il propose également que les universités européennes offrent des bourses d'études aux étudiants biélorusses, y compris par le programme Erasmus, et que les scientifiques et les instituts de recherche et d'enseignement supérieurs européens

intensifient leur coopération « partout où cela est possible ». Il demande en outre aux entreprises européennes de proposer des emplois ou des stages aux Biélorusses et que les médias européens prennent leurs collègues biélorusses « sous leurs ailes ».

9 juin

Dans un discours prononcé [devant le Sénat tchèque](#), l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [appelle](#) à la création d'un tribunal pénal international pour juger les responsables du régime biélorusse.

8 juin

Alexandre Loukachenko signe [une loi](#) qui prévoit des peines plus dures contre les manifestants. Participer à deux rassemblements non autorisés est désormais passible de 3 ans de prison. Se livrer à des activités considérées comme « extrémistes » ou faire leur « promotion » est passible de 6 ans de prison. Être reconnu coupable de financement de ces activités est punissable de 5 ans d'emprisonnement.

Lors d'un débat au Parlement européen sur la situation en Biélorussie, le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [déclare](#) que de nouvelles sanctions seront adoptées lors du prochain Conseil des ministres de Affaires étrangères, le 21 juin. Il estime à 450 le nombre de prisonniers politiques en Biélorussie.

Le chef de la délégation de l'Union en Biélorussie et ses homologues américain, britannique et japonais rencontrent à Minsk le ministre biélorusse des Affaires étrangères avec. Les diplomates [demandent](#) la fin de la persécution des opposants, la libération des prisonniers politiques ainsi que des enquêtes et des poursuites judiciaires envers les responsables des violences. Ils rappellent que l'Union, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon sont prêts à « soutenir et faciliter » un dialogue inclusif pour trouver une solution pacifique à la crise.

7 juin

Lors d'un [entretien téléphonique](#) avec le Président Russe Vladimir Poutine, le Président du Conseil européen Charles Michel rappelle que l'Union demande l'arrêt de la répression et la libération des prisonniers politiques en Biélorussie, ainsi que la mise en place d'un « dialogue inclusif » pour trouver une solution à la crise. Il estime que la Russie « peut jouer un rôle important pour soutenir un règlement pacifique ».

5 juin

Des opposants biélorusses exilés manifestent à la frontière avec leur pays en Lituanie et en Pologne pour demander la réouverture de la frontière, afin que puissent sortir du pays tous ceux qui le souhaitent. Ils réclament également la libération des prisonniers politiques et de nouvelles sanctions européennes.

4 juin

Le Conseil de l'UE décide de fermer, à partir du 5 juin, l'espace aérien et les aéroports de l'Union aux compagnies aériennes biélorusses.

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa est reçue à Varsovie par le Président polonais Andrej Duda et par le maire de la capitale Rafal Trzaskowski. Elle appelle la communauté internationale à rejeter les aveux la « confession » du journaliste Roman Protassevitch diffusée la veille par la télévision biélorusse. Arrêté le 23 mai, R. Protassevitch est apparu avec des traces visibles de violences et obligé d'appeler à arrêter la contestation envers le régime.

2 juin

Lors d'une réunion du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, l'Union condamne le détournement de l'avion de Ryanair le 23 mai ainsi que la détention du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, qui se trouvaient à bord. Elle appelle une nouvelle fois à leur libération et à celles de tous les prisonniers politiques. Elle encourage la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe à continuer à soutenir la société civile en Biélorussie. Neuf pays européens s'associent à la déclaration de l'Union.

La Représentante pour la liberté des médias de l'OSCE, Teresa Ribeiro, appelle les autorités biélorusses à libérer tous les journalistes emprisonnés. Elle souligne que la « répression systématique » envers les médias constitue une violation des engagements pris la Biélorussie en tant que membre de l'OSCE.

29 mai

Des rassemblements de soutien à l'opposition biélorusse se déroulent à Varsovie et Kiev. Présents dans la capitale polonaise, les parents du journaliste emprisonné Roman Protassevitch appellent l'Union et les États-Unis à les aider à libérer leur fils et tous les autres prisonniers politiques.

28 mai

La Commission européenne présente un plan de soutien d'un montant de 3 milliards €, destiné à une future Biélorussie démocratique. Dès qu'une transition démocratique sera enclenchée, l'Union mettra à disposition des prêts et des subventions pour soutenir l'investissement public et privé dans le pays. Cinq

grandes priorités sont identifiées : le soutien à l'économie, la connectivité et le commerce, l'innovation et la transformation numérique, la transition énergétique et environnementale, le développement d'institutions démocratiques et transparentes.

La Lituanie expulse deux employés de l'ambassade biélorusse à Vilnius en raison d'activités « incompatibles avec leur statut diplomatique », et en solidarité avec la Lettonie dont l'ambassade à Minsk a été fermée.

27 mai

Les ministres des Affaires étrangères du G7 et le Haut Représentant de l'Union condamnent « dans les termes les plus forts » le détournement de l'avion de Ryanair le 23 mai et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne. Ils demandent la libération des prisonniers politiques et se déclarent prêts à œuvrer, y compris par de nouvelles sanctions, pour que les responsables biélorusses rendent des comptes.

Le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell déclare que l'Union va commencer à discuter de la mise en œuvre de sanctions économiques et sectorielles contre la Biélorussie. Les mesures sont discutées par les ministres des Affaires étrangères réunis à Lisbonne.

A la demande des pays de l'Union et des États-Unis, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) décide d'ouvrir une enquête sur le détournement de l'avion de Ryanair par la Biélorussie.

L'Union européenne de cyclisme annule les championnats d'Europe sur piste prévus à Minsk du 23 au 27 juin, « compte tenu de la situation internationale actuelle ».

26 mai

La commission Affaires étrangères du Parlement européen organise un échange du vue sur le détournement de l'avion de Ryanair, le 23 mai, et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne. Dans une intervention par vidéo, l'opposante biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa appelle l'Union à agir et accroître son soutien à la société civile contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

Le Président du Conseil européen Charles Michel s'entretient avec Dmitri Protassevitch, le père du journaliste arrêté, pour exprimer la « solidarité la plus entière » de l'Union. Il appelle de nouveau les autorités biélorusses à libérer tous les prisonniers politiques.

25 mai

Dans une [lettre ouverte](#), les présidents de commissions des Affaires étrangères de plusieurs parlements européens, américain et canadien condamnent l'acte « de terrorisme d'État » du régime biélorusse envers un avion civil et demandent la libération immédiate de Roman Protassevitch et de tous les prisonniers politiques. Ils appellent les États membres de l'Union et de l'OTAN à prendre des sanctions contre le régime de Loukachenko et empêcher la Biélorussie d'utiliser Interpol et d'autres organisations internationales pour s'attaquer à la démocratie en Europe.

Le Conseil de l'Europe exprime sa [préoccupation](#) après l'adoption, le 24 mai, de [nouvelles restrictions](#) sur l'organisation des rassemblements en Biélorussie et exhorte les autorités à les révoquer.

24 mai

Réunis à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement européens [condamnent](#) le [détournement](#) d'un avion de Ryanair par les autorités biélorusses, le 23 mai, et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, qui se trouvaient à bord, et demandent leur libération.

Ils décident d'interdire le survol de l'espace aérien de l'Union par les compagnies aériennes biélorusses et d'empêcher l'accès aux aéroports de l'UE pour les vols opérés par ces compagnies, et demandent aux compagnies aériennes européennes d'éviter le survol de la Biélorussie.

Ils décident également d'élargir la liste des responsables biélorusses soumis à des sanctions, et de mettre en place de nouvelles sanctions économiques ciblées.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen [déclare](#) qu'un plan européen de soutien économique et d'investissement d'un montant de 3 milliards € est « prêt et gelé jusqu'à ce que la Biélorussie devienne démocratique ».

La Lettonie [décide](#) d'expulser des diplomates biélorusses en poste sur son territoire, en réponse à la fermeture de son ambassade à Minsk par le régime biélorusse le jour même.

19 mai

Le porte-parole du Service européen pour l'action extérieure [condamne](#) le [blocage](#), le 18 mai, du site d'information indépendant Tut.by, la perquisition dans ses locaux et la détention de 15 de ses journalistes. Il demande que les autorités biélorusses cessent leur harcèlement des journalistes et demande la libération des journalistes emprisonnés et de tous les prisonniers politiques.

10 mai

Lors d'une [visioconférence](#), Svetlana Tikhanovskaïa discute avec la Commission européenne de ce que pourrait être un plan européen pour la Biélorussie.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'Union [évoquent](#) la Biélorussie, et constatent que « le régime poursuit ses actes de répression et d'intimidation contre des citoyens, y compris la communauté polonaise ».

6 mai

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa [appelle](#) les États membres à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables de la répression et à publier un plan d'aide à la société civile et à l'économie biélorusses. Elle demande également l'organisation d'une conférence internationale avec des représentants biélorusses, européens, britanniques, américains et russes.

5 mai

Dix opposants biélorusses [portent plainte](#) en Allemagne contre Alexandre Loukachenko, le Président biélorusse non reconnu par l'Union européenne, pour « torture d'État ». Ils estiment que la répression contre le mouvement démocratique entre dans le cadre de la compétence universelle de la justice allemande pour les crimes contre l'humanité et politiques de répression systématiques.

30 avril

Le Parti vert européen [demande](#) la libération de Dmitri Koutchouk, le leader des Verts en Biélorussie. D. Koutchouk a été arrêté le 26 avril lors d'une marche en mémoire des victimes de la catastrophe de Tchernobyl et condamné à 15 jours de prison.

29 avril

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa est reçue à la Chambre des députés italienne pour une [audition informelle](#) avec la commission des Affaires étrangères. Les députés et le Président de la Chambre Roberto Fico apportent leur [soutien](#) au peuple biélorusse et à sa demande de nouvelles élections.

21 avril

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [appelle](#) à une réforme « complète » du système électoral en Biélorussie et demande aux autorités du pays de se conformer aux normes internationales en matière d'élections démocratiques.

Elle appelle également à l'ouverture « de toute urgence » d'un dialogue « transversal et inclusif » pour mettre fin pacifiquement à la crise politique.

Le gouvernement lituanien présente un [projet de loi](#) facilitant l'établissement d'entreprises d'États tiers et le transfert de leurs employés et leurs familles. Le projet est destiné à permettre à des entreprises biélorusses de trouver refuge en Lituanie. Environ 80 d'entre elles ont déjà entamé leur relocalisation. Si le Parlement adopte le texte, il entrera en vigueur le 1er juin.

16 avril

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union [condamne](#) « la nouvelle escalade de la répression contre le peuple biélorusse, y compris les campagnes orchestrées de persécution des défenseurs de droits de l'Homme, des journalistes, des médias et des représentants de la société civile ». Elle appelle à nouveau les autorités biélorusses à mettre fin aux violences et à libérer de manière inconditionnelle les prisonniers politiques.

Les États membres de l'OSCE [appellent](#) collectivement à la libération des prisonniers, y compris la présidente de l'Union des Polonais de Biélorussie Andzelika Borys d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut.

12 avril

La chaîne d'information européenne Euronews n'est [plus diffusée](#) en Biélorussie après le non-renouvellement de sa licence, dont elle n'a pas été notifiée par les autorités.

8 avril

Pavel Latouchko, ancien ministre, ambassadeur et directeur du théâtre national devenu opposant au régime, [annonce](#) la [création](#) d'un parti politique au sein du mouvement démocratique. Quelques jours avant, Viktor Babariko, actuellement emprisonné à Minsk, avait lui aussi annoncé le lancement de sa formation politique, [Vmeste](#) (Ensemble).

30 mars

Au cours d'une vidéoconférence avec le Président russe Vladimir Poutine, le [Président français](#) Emmanuel Macron et la [Chancelière allemande](#) Angela Merkel ont réaffirmé la nécessité d'un dialogue politique inclusif et d'élections libres en Biélorussie.

26 mars

Le Parlement européen [lance](#) une plateforme de lutte contre l'impunité en Biélorussie, qui réunit des experts pour collecter les informations sur les violences et les crimes commis dans le pays.

L'Union [apporte son](#) soutien à la création d'une plateforme internationale de reddition des comptes pour la Biélorussie. Cette initiative vise également à collecter, vérifier et la conserver de la documentation et des preuves des violations graves des droits de l'Homme commises en Biélorussie pendant et après l'élection présidentielle truquée d'août 2020. L'Union s'engage également à fournir un soutien financier.

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de la chanson de l'Eurovision, annonce que la Biélorussie [ne participera pas](#) à la compétition cette année parce qu'elle ne respecte pas les règles selon lesquelles les chansons ne doivent pas avoir de message politique. Une première chanson avait été rejetée en mars. La seconde chanson proposée était également « en violation des règles du concours qui garantissent que le Concours n'est pas instrumentalisé ou discrédité », [explique](#) l'UER.

25 mars

200 à 300 personnes sont arrêtées et mises en détention par les autorités biélorusses lors de la manifestation pour la Journée de la Liberté à Minsk. À l'occasion de cette Journée, plusieurs gouvernements et institutions européens expriment leur soutien au peuple biélorusse.

La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie [ajoutent](#) 118 nouveaux responsables biélorusses à la liste des fonctionnaires biélorusses interdits d'entrer sur leur territoire.

Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell [condamne](#) l'arrestation et la condamnation à 15 jours de prison de la présidente de l'Union des Polonais de Biélorussie Andzelika Borys ainsi que l'arrestation d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut. Il demande leur libération immédiate.

18 mars

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union [renouvelle](#) son soutien à la mise en place d'un dialogue entre les autorités biélorusses et l'opposition politique, et à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle avec des observateurs internationaux. Elle appelle également de nouveau à la réhabilitation des prisonniers politiques, et condamne la persécution systématique du mouvement pro-démocratie et l'oppression des médias et de la société civile.

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa [lance un appel](#) à exprimer son soutien au peuple biélorusse le 25 mars, à l'occasion de la Journée de la liberté qui commémore l'indépendance du pays en 1918.

11 mars

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de chansons de l'Eurovision, [refuse](#) la chanson proposée par la Biélorussie, car les paroles, qui peuvent être comprises comme un soutien au régime, ne respectent pas les règles de la compétition, qui exclut les contenus politiques.

5 mars

La Lituanie [rejette](#) la demande d'extradition de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa présentée par les autorités biélorusses. Le ministre lituanien des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis [précise](#) que « tous ceux qui ont trouvé refuge en Lituanie peuvent se sentir en sécurité et ne seront pas rendus aux régimes » qui les poursuivent pour leur lutte pour « la démocratie, la liberté d'expression ou leur croyance ». S. Tikhanovskaïa est exilée en Lituanie depuis août 2020, après l'élection présidentielle truquée à laquelle elle était candidate.

2 mars

La journaliste Katsyaryna Barysevitch et le médecin Artyom Sarokin sont [condamnés](#) à respectivement 6 mois et 2 ans de prison après un procès à huis-clos, pour avoir divulgué des informations sur la mort de Roman Bondarenko, décédé en novembre après avoir été frappé par des policiers en civil. Le lendemain, l'Union [qualifie](#) à nouveau d' « inacceptables » les violations des droits fondamentaux dans le pays et réaffirme qu'elle « continue de soutenir activement les efforts pour rassembler les preuves de torture et de répressions en Biélorussie et demander des comptes aux responsables ».

25 février

L'Union [prolonge pour un an](#), jusqu'au 28 février 2022, les sanctions contre les responsables de la fraude électorale lors de la présidentielle du 9 août 2020 et de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes, dont Alexandre Loukachenko, que l'Union ne reconnaît plus comme président, ainsi que 7 entités, sont concernées par ces sanctions qui incluent un gel des avoirs et une interdiction d'entrée sur le territoire de l'Union.

18 février

La Commission européenne « [condamne fortement](#) » la peine de [2 ans de prison](#) infligée à deux journalistes de la chaîne d'opposition Belsat, Daria Tchoultsova et

Katerina Bakhvalova, pour avoir couvert une manifestation. Elle qualifie de « répression honteuse » les arrestations et harcèlements de journalistes et appelle le régime biélorusse à respecter les libertés fondamentales et arrêter de cibler les journalistes.

16 février

La Commission européenne estime que les raids policiers contre des journalistes, militants associatifs et responsables syndicaux perpétrés dans la journée sont « inacceptables » et constituent une « escalade de l'intimidation et de l'assaut contre les droits civiques ».

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe dénonce également une situation « inacceptable ».

11 février

Dans une lettre à un député allemand révélée par la presse, le gouvernement allemand se dit prêt à accueillir 50 opposants biélorusses victimes de torture et violences policières, dans le cadre du plan d'action annoncé par la Chancelière Angela Merkel le 6 février.

7 février

Des manifestations se tiennent dans plusieurs pays à travers le monde à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, une initiative de l'opposition pour marquer les six mois de protestation contre le résultat de l'élection présidentielle truquée du 9 août 2020.

Dans un communiqué commun, le Haut représentant de l'Union Josep Borrell et le commissaire au voisinage et à l'élargissement Oliver Varhelyi réitèrent le soutien de l'Union au peuple biélorusse. Ils condamnent les persécutions injustes, la torture et les poursuites fondées sur de fausses accusations. Ils demandent l'ouverture rapide d'un dialogue et de nouvelles élections transparentes.

6 février

A la veille de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, la Chancelière allemande Angela Merkel apporte son soutien au peuple biélorusse et annonce un plan d'action pour la société civile biélorusse, qui comprendra des facilitations de visas, des bourses et un soutien aux médias indépendants.

30 janvier

Alors que les manifestations se poursuivent pendant le week-end malgré la répression, le président lituanien Nauseda Gitanas propose la candidature de

l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa et du peuple biélorusse pour le prix Nobel de la Paix.

27 janvier

Lors d'[une conférence en ligne](#), l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle l'Occident à être « plus courageux et plus fort » pour soutenir le peuple biélorusse. Elle demande à l'Union de prendre « dès que possible » de nouvelles sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

18 janvier

La fédération internationale de hockey sur glace décide que le championnat du monde, prévu en mai et juin à Minsk et Riga, ne se déroulera pas en Biélorussie. Elle [explique](#) que maintenir la compétition dans la capitale n'aurait pas été « approprié » et que la sécurité des participants ne pouvait être garantie. Des sportifs et responsables politiques avaient appelé à prendre cette décision, et plusieurs entreprises sponsors de l'événement avaient [menacé de se retirer](#) au nom des droits de l'Homme.

17 janvier

Tandis que les protestations se poursuivent en Biélorussie, à petite échelle en raison de l'hiver et de la répression, Svetlana Tikhanovskaïa [intervient](#) lors du congrès en ligne de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande. Elle rappelle que les manifestants se battent pour « construire une Biélorussie démocratique, basée sur l'État de droit, la démocratie et le respect des citoyens ».

2020

17 décembre

L'Union [étend ses sanctions](#) à 36 nouveaux responsables de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes et 7 entités, dont le président non reconnu Alexandre Loukachenko, sont désormais soumises à un gel de leurs avoirs et une interdiction d'entrée dans l'Union.

16 décembre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [reçoit le prix Sakharov](#) 2020 pour la liberté de l'esprit au nom de l'opposition démocratique en Biélorussie, lors d'une cérémonie au Parlement européen à Bruxelles.

Dans son discours, elle déclare que les Biélorusses qui protestent depuis l'élection présidentielle truquée du 9 août « manifestent pour la liberté et la dignité des Biélorusses, des Européens, la vôtre et la nôtre. »

Elle souligne que « tout Biélorusse qui prend part à une manifestation pacifique contre la violence et l'illégalité... est un héros. Chacun d'eux est un exemple de courage, de compassion et de dignité à mes yeux. »

13 décembre

Plus de 120 manifestations ont lieu à Minsk et d'autres villes du pays. Au moins 300 personnes sont arrêtées.

11 décembre

La Commission européenne annonce une aide de 24 millions € à destination de la société civile en Biélorussie, par le biais d'une assistance aux médias indépendants et aux ONGs, et un programme de bourse pour les jeunes notamment. Le plan d'aide vise également à la résilience des petites et moyennes entreprises (PME) biélorusses et à soutenir le secteur de la santé. Plus de 150 000 personnes ont été contaminées par la Covid-19 dans le pays.

9 décembre

Le procureur général de Lituanie ouvre une enquête préliminaire pour crimes contre l'Humanité et crimes de guerre visant des membres du régime biélorusse. La Lituanie est le premier pays de l'Union à lancer une enquête sur les crimes perpétrés par le régime depuis l'élection présidentielle du 9 août. L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle les autres pays européens à suivre l'exemple de la Lituanie.

6 décembre

A Minsk, les manifestants se rassemblent à nouveau en petits groupes, pour éviter la répression policière. Environ 300 personnes sont arrêtées.

4 décembre

La commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Michelle Bachelet constate que la situation s'est détériorée en Biélorussie au cours des dernières semaines, « notamment en ce qui concerne le droit de réunion pacifique ». Elle estime que quelque 27 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de manifestations pacifiques depuis le 9 août. Elle demande aux autorités de libérer toutes les personnes détenues illégalement ou arbitrairement et d'ouvrir un dialogue politique avec l'opposition.

29 novembre

Les habitants de Minsk [manifestent](#) comme tous les dimanches depuis le 9 août, mais en organisant des « marches de voisins » afin de limiter le risque de répression policière. Plusieurs dizaines de personnes sont néanmoins arrêtées.

27 novembre

En visite dans un hôpital, Alexandre Loukachenko [déclare](#) qu'il « ne *ser[a] plus président quand la nouvelle Constitution sera en place* ». Mais il ne donne aucune indication sur le contenu de la réforme constitutionnelle qu'il prépare, ni sur quand elle pourrait être adoptée.

26 novembre

Dans [une résolution](#) adoptée par 613 voix contre 41, le Parlement européen « condamne avec la plus grande fermeté le meurtre de Roman Bondarenko », décédé après avoir été tabassé par des policiers en civil et demande une enquête « immédiate, approfondie, impartiale et indépendante » sur sa mort et celle de plusieurs autres manifestants.

Les députés renouvellent leur soutien au peuple biélorusses, demandent la libération immédiate des prisonniers politiques et appelle le régime à cesser les violences contre les manifestants et les journalistes.

Ils apportent leur soutien au lancement d'une mission d'information du Parlement à Vilnius et à Varsovie, et au dialogue avec l'opposition en Biélorussie pour « explorer d'éventuelles activités de médiation et de soutien à la démocratie ». Ils estiment que les sanctions actuelles contre le régime sont insuffisantes et en demandent de nouvelles.

Ils appellent en outre à un soutien accru de l'Union en faveur de la société civile en Biélorussie.

22 novembre

La manifestation dominicale contre le régime se solde à Minsk par de nouveaux heurts avec les forces de l'ordre et [plus de 300 arrestations](#).

20 novembre

L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie [décident d'imposer](#) une interdiction de territoire à 26 Biélorusses, dont le ministre de l'Information, celui des Sports et du Tourisme, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice, des représentants de syndicats et de médias d'État impliqués dans la désinformation.

19 novembre

Les ministres européens des Affaires étrangères [se mettent d'accord](#) pour préparer un troisième volet de sanctions, qui pourraient viser de hauts responsables biélorusses, ainsi que « des institutions, des chefs d'entreprise et des sociétés », selon le Haut Représentant Josep Borrell.

15 novembre

La manifestation qui se tient à Minsk comme tous les dimanches rend hommage à Roman Bondarenko, mort après avoir été frappé par des hommes en civil près d'un lieu décoré aux couleurs de l'opposition. Plus de 1000 personnes sont [arrêtées](#) par la police.

13 novembre

Dans [un communiqué](#), l'Union estime que la mort de Roman Bondarenko, un Biélorusse de 31 ans décédé après avoir été battu par des hommes qui étaient probablement des policiers en civil, est le « résultat scandaleux et honteux des actions des autorités biélorusses qui n'ont pas seulement directement et violemment réprimé leur propre population mais ont aussi créé un climat dans lequel peuvent se produire de tels actes violents et sans foi ni loi ».

L'Union appelle une nouvelle fois le régime à cesser « la violence et la persécution », à libérer les prisonniers politiques et enquêter sur les violations des droits de l'Homme pour en juger les responsables.

8 novembre

Un nouveau dimanche de manifestations à Minsk et d'autres villes du pays se solde par l'arrestation de [plusieurs centaines de personnes](#).

6 novembre

L'Union [adopte des sanctions](#) à l'encontre de 15 responsables du régime biélorusse, dont Alexandre Loukachenko et son fils, en raison de leur rôle dans la répression violente du mouvement démocratique. Les sanctions incluent une interdiction de voyager dans l'Union et le gel des avoirs personnels.

5 novembre

Dans [un rapport](#) sur l'élection du 9 août, l'OSCE estime que le scrutin n'a été « ni transparent, ni libre ni équitable ». Il affirme que les allégations de violation des droits de l'Homme par le régime sont « massives, systématiques et prouvées de manière indiscutable ». Le rapport note que la répression des manifestations donne lieu à des tortures et mauvais traitements dans un climat d' « impunité générale ».

En conséquence, l'OSCE appelle à l'annulation des résultats de l'élection et l'organisation d'un scrutin « sincère », à la cessation des violences, à la libération de tous les prisonniers politiques et journalistes et au respect des règles internationales en matière de justice.

1^{er} novembre

Pour le 13^{ème} dimanche consécutif, des milliers de Biélorusses [manifestent](#) contre le régime, malgré les menaces de tir à balle réelle par les forces de sécurité. Environ 300 personnes sont arrêtées à Minsk. La grève lancée par Svetlana Tikhanovskaïa continue dans certaines usines, administrations et universités.

26 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa annonce le [début d'une grève générale](#) pour demander le départ d'Alexandre Loukachenko, à qui elle avait donné jusqu'au 25 octobre pour quitter le pouvoir. Elle affirme que « des employés d'entreprises et d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants » ont arrêté le travail.

La veille, comme tous les dimanches depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de personnes ont manifesté à Minsk et d'autres villes du pays.

22 octobre

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit [est décerné](#) par le Parlement européen à l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination.

Le Président du Parlement David Sassoli rend hommage aux représentants de l'opposition pour « leur courage, leur résilience et leur détermination ». Il souligne qu'ils « ont de leur côté quelque chose que la force brute ne pourra jamais vaincre – la vérité ». « Chers lauréats, restez forts et n'abandonnez pas votre combat. Sachez que nous sommes à vos côtés », ajoute-t-il.

La remise du prix se déroulera le 16 décembre.

21 octobre

Dans [une résolution](#) adoptée par 602 voix contre 44, le Parlement européen soutient la décision de l'Union de ne pas reconnaître Alexandre Loukachenko comme Président de la Biélorussie après la fin de son mandat le 5 novembre et appelle à l'inclure dans la liste des personnes sanctionnées.

Le Parlement reconnaît le Conseil de coordination « comme le représentant légitime du peuple qui réclame un changement démocratique et la liberté en Biélorussie » et soutient ses efforts pour « une transition pacifique et démocratique du pouvoir à la suite d'un dialogue national inclusif ».

Il appelle l'Union à mettre rapidement en œuvre les sanctions prévues contre les responsables du régime, à revoir ses relations avec la Biélorussie et à mettre en place des actions de soutien économique et financier à la société civile biélorusse.

18 octobre

Comme chaque dimanche depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de manifestants [se rassemblent à Minsk](#) et d'autres villes de Biélorussie et des dizaines d'entre eux sont arrêtés par la police.

16 octobre

[Le Conseil européen](#) « fait siennes » les conclusions adoptées par les ministres le 12 sur les sanctions envers les responsables du régime biélorusse et la réduction des relations politiques et économiques. Il condamne la poursuite des violences contre les manifestants pacifiques.

13 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée en Lituanie, donne à Alexandre Loukachenko jusqu'au 25 octobre pour annoncer sa démission, mettre fin à la dispersion des manifestations par la force et libérer tous les prisonniers politiques. « Si nos demandes ne sont pas satisfaites d'ici le 25 octobre, tout le pays descendra pacifiquement dans la rue. Et le 26 octobre, une grève nationale de toutes les entreprises commencera, toutes les routes seront bloquées, les ventes dans les magasins d'État s'effondreront », [prévoit S. Tikhanovskaïa](#).

12 octobre

Réunis à Luxembourg, [les ministres des Affaires étrangères de l'Union affirment](#) à nouveau qu'Alexandre Loukashenko n'a « aucune légitimité démocratique », condamnent la violence contre les manifestants et appellent une nouvelle fois les autorités biélorusses à chercher une « solution pacifique et démocratique » à la crise.

Les ministres se déclarent prêts à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables biélorusses, « y compris A. Loukachenko ».

Ils décident de réduire les relations politiques et économiques avec les autorités biélorusses et de les rediriger vers la société civile. Ils annoncent que des moyens supplémentaires seront consacrés au soutien aux jeunes, aux personnes vulnérables, aux médias indépendants, ainsi qu'aux secteurs privé et de la santé.

Le Parlement européen sélectionne « l'opposition démocratique au Bélarus, représentée par le Conseil de coordination » parmi les trois [finalistes du Prix Sakharov 2020](#) pour la liberté de l'esprit. Le vote final se tient le 22 octobre.

11 octobre

La police biélorusse [disperse par la force](#) une nouvelle manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes à Minsk et arrête au moins 250 personnes dans la capitale et d'autres villes du pays.

La veille, Alexandre Loukachenko avait organisé dans la prison du KGB une [rencontre filmée](#) avec plusieurs prisonniers politiques dont l'ancien candidat à la présidentielle Viktor Babariko et plusieurs membres du Conseil de coordination de l'opposition.

7 octobre

[Lors d'une audition](#) par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Svetlana Tikhanovskaïa lance un appel à la France : « Aidez le peuple biélorusse, aidez à éviter la violence et le conflit civil! Aidez à sortir de cette crise de manière digne, aidez-nous à conduire des élections libres et équitables ».

6 octobre

La Chancelière allemande Angela Merkel reçoit à Berlin l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qui [appelle les pays européens](#) à maintenir la pression sur le régime biélorusse.

4 octobre

En dépit d'une mise en garde des autorités et de nouvelles arrestations, des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et dans d'autres villes du pays. Le Centre biélorusse de défense des droits humains Viasna dénombre compte 77 « prisonniers politiques ».

[Dans un communiqué](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell considère comme « infondé et regrettable » que les autorités biélorusses demandent à la Pologne et à la Lituanie de rappeler leurs ambassadeurs et de réduire leur personnel diplomatique à Minsk.

2 octobre

Le Conseil [impose des sanctions](#) à l'encontre de 40 responsables de la répression et de l'intimidation des manifestants. Les mesures incluent une interdiction de voyager sur le territoire de l'Union et un gel des avoirs financiers.

1^{er} octobre

Réuni à Bruxelles le 1^{er} octobre, le Conseil européen « condamne la violence inacceptable dont font usage les autorités biélorusses à l'encontre de manifestants pacifiques ainsi que les actes d'intimidation et les arrestations et détentions arbitraires à la suite de l'élection présidentielle, dont il ne reconnaît pas les résultats ».

Il demande la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'un dialogue politique. Il demande au Conseil de mettre en place des sanctions et encourage la Commission à préparer un « plan global de soutien économique à la Biélorussie démocratique ».

28 septembre

Le Président Emmanuel se rend en visite en Lituanie et en Lettonie. Il rencontre à Vilnius S. Tikhanovskaïa, qui accepte la proposition de la France de venir s'adresser devant l'Assemblée nationale.

25 septembre

Les États baltes élargissent leurs sanctions à l'égard de fonctionnaires biélorusses.

24 septembre

L'Union refuse de reconnaître A. Loukachenko comme président de la Biélorussie. Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell déclare que la prestation de serment et « le nouveau mandat dont se réclame Alexandre Loukachenko n'ont aucune légitimité démocratique ».

23 septembre

Alexandre Loukachenko prête serment pour un sixième mandat.

21 septembre

Svetlana Tikhanovskaïa rencontre à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de l'Union. Elle est également reçue au Parlement européen, où elle déclare que le mouvement de protestation n'est pas une révolution géopolitique, qu'elle n'est « ni pro ou anti-russe, ni pro ou anti-UE, mais juste une révolution démocratique pro-Biélorussie ».

Le Président lituanien Gitanas Nausėda présente un plan d'assistance économique préparé avec la Pologne et la Roumanie pour aider la « Biélorussie démocratique ». Les trois pays proposent un régime commercial préférentiel entre l'Union et la Biélorussie, la possibilité pour les Biélorusses d'entrer dans l'Union sans visa, et un soutien à la candidature du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce plan devrait être présenté par la Lituanie, la Pologne et la Roumanie aux partenaires européens lors du Conseil européen des 1^{er} et 2 octobre.

20 septembre

Nouvelle marche de protestation à Minsk, malgré la mobilisation des forces de l'ordre.

17 septembre

Le Parlement européen rejette [dans une résolution](#) les résultats de la « prétendue élection présidentielle ». Il annonce qu'il ne reconnaîtra pas A. Loukachenko comme Président à l'issue de son mandat actuel et qu'il considère le Conseil de coordination comme le « représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique ».

Le Parlement condamne la répression « avec la plus grande fermeté » et demande la libération « immédiate et inconditionnelle » de tous les prisonniers politiques. Il appelle à des sanctions contre les responsables de l'Etat, y compris A. Loukachenko.

Le même jour, le Premier ministre polonais [Mateusz Morawiecki propose](#) que l'Union mette en place un fonds de stabilisation de la Biélorussie d'au moins 1 milliard €. Il soumettra son projet au Conseil européen des 24 et 25 septembre.

15 septembre

Le groupe Renew Europe du Parlement européen [propose d'attribuer](#) le prix Sakharov 2020 à « l'opposition démocratique en Biélorussie, représentée – entre autres – par Svetlana Tikhanovskaïa, présidente élue de Biélorussie, Siarhei Tikhanovski, vidéoblogueur et prisonnier politique, Ales Bialiatski, fondateur de l'organisation biélorusse de défense des droits de l'homme "Viasna", Stepan Svetlov, fondateur du canal Telegram NEXTA, Mikola Statkevich, prisonnier politique et candidat à la présidence aux élections de 2010, et Svetlana Alexievich, membre du Conseil national de coordination de la Biélorussie et lauréate du prix Nobel ».

Le 16 septembre, le groupe du Parti populaire européen au Parlement [propose également d'attribuer](#) le prix à « l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination et un certain nombre de figures d'opposition dont Svetlana Tikhanovskaïa ».

13 septembre

Plus de 100 000 personnes marchent à nouveau à Minsk. Les autorités annoncent 400 arrestations. Depuis son exil, S. Tikhanovskaïa salue « *un peuple véritablement héroïque* » qui continue son « *combat pour la liberté* ».

11 septembre

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), J. Borrell « déplore l'escalade de la violence et l'exil forcé des membres du Conseil de coordination ». Il demande à

ce que les membres du Conseil et de la société civile biélorusse soient « protégés des intimidations, de l'exil forcé, des arrestations arbitraires et de la violence ». Il demande la libération des prisonniers et rappelle que l'Union est « déterminée » à prendre des sanctions contre les responsables de la répression.

10 septembre

Après la visite des quelques diplomates la veille, les ambassadeurs de 10 États membres et des diplomates de 5 autres États membres [rendent visite](#) à la prix Nobel de Littérature Svetlana Alexievitch à son domicile à Minsk pour l'assurer de leur soutien. S. Alexievitch est la dernière membre du Conseil de coordination à n'avoir été ni arrêtée ni exilée et fait l'objet de menaces régulières.

9 septembre

Le groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen [propose d'attribuer](#) cette année le prix Sakharov, décerné par le Parlement aux défenseurs des droits de l'Homme, « aux courageuses femmes biélorussiennes en général, et plus particulièrement à Svetlana Tikhanovskaïa, Maria Kalesnikava, et Veranika Tsapkala ».

8 septembre

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe Marija Pejcinovic Buric [demande la fin des « dérives répressives »](#) du régime biélorusse et appelle à « un dialogue loyal et franc avec la société civile afin de travailler sans délai aux réformes qui s'imposent », pour lequel elle propose l'aide du Conseil de l'Europe.

[Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime](#) devant la Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle assure que le Conseil de coordination, « malgré la répression, est toujours engagé dans le dialogue » et rappelle que « M. Loukachenko n'a aucune légitimité » après l'élection truquée.

7 septembre

Maryia Kalesnikova, est enlevé à Minsk puis arrêtée lorsqu'elle refuse son expulsion de force en Ukraine.

Dans [un communiqué](#), le Haut représentant Josep Borrell condamne au nom de l'Union « l'arbitraire incessant et les arrestations et détentions inexplicables » et demande la libération immédiate de tous les prisonniers politiques arrêtés avant et après l'élection du 9 août.

6 septembre

Comme chaque dimanche, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk et d'autres villes du pays. Les autorités annoncent l'arrestation du plus de 600 personnes.

1^{er} septembre

Les étudiants entament un mouvement de grève à l'occasion de la rentrée universitaire. Dans les jours qui suivent, plusieurs dizaines d'entre eux sont arrêtés sur les campus.

31 août

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie inscrivent sur une liste noire Loukachenko et une trentaine d'autres hauts responsables biélorusses, qui sont interdits d'entrée sur le territoire des 3 pays.

30 août

Des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et d'autres villes du pays. Des dizaines de personnes sont arrêtées.

Dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche, le Haut représentant de l'Union [Josep Borrell appelle à des élections](#) pour résoudre la crise : « La meilleure solution serait de rejouer le match sous le contrôle de l'OSCE ».

29 août

Les autorités biélorusses retirent leurs accréditations à plusieurs médias étrangers qui couvrent le mouvement de protestation et la répression.

28 août

Lors d'une [réunion spéciale du Comité permanent de l'OSCE](#), le Premier ministre albanais Edi Rama, Président en exercice de l'organisation, renouvelle l'offre d'agir en « facilitateur du dialogue nécessaire » entre le pouvoir et l'opposition biélorusses.

27 août

Réunis à Berlin, les ministres des Affaires étrangères de l'Union [décident de sanctionner plusieurs hauts responsables biélorusses](#). La liste définitive sera finalisée dans les jours à venir.

26 août

Convoquée par les enquêteurs dans le cadre de poursuites contre le mouvement de contestation, la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch refuse de répondre aux questions. Les arrestations d'opposants se poursuivent.

25 août

Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime lors [d'une réunion extraordinaire de la commission Affaires étrangères](#) du Parlement européen. Elle déclare qu'une «

révolution pacifique est en cours » : « La révolution au Biélorussie n'est pas une révolution géopolitique. Ce n'est ni une révolution pro ou anti-russe, ce n'est ni une révolution pro ou anti-Union européenne. C'est une révolution démocratique ».

24 août

Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova, membres du "*Conseil de coordination*" destiné à promouvoir une transition pacifique du pouvoir, sont arrêtés devant l'usine de tracteurs de Minsk (MTZ) en grève.

23 août

Une nouvelle manifestation à Minsk rassemble environ 100 000 personnes. Des chaînes humaines se forment en Lituanie, où est réfugiée Svetlana Tikhanovskaïa, ainsi qu'en Estonie et Lettonie, en soutien au peuple biélorusse.

22 août

Alexandre Loukachenko demande à l'armée de se tenir en alerte.

20 août

Le Président Emmanuel Macron et la Chancelière Angela Merkel [se rencontrent au fort de Brégançon](#). Ils réitèrent l'offre de médiation de l'Union et assurent à l'attention du Président russe Vladimir Poutine que l'Union ne voit pas dans la crise en Biélorussie une « réplique » de la crise ukrainienne.

19 août

[Réunis en vidéoconférence extraordinaire](#), les chefs d'État et de gouvernement de l'Union réaffirment que l'élection n'a été « ni libre ni régulière » et qu'ils n'en reconnaissent pas le résultat.

Ils déclarent que « les citoyens de Biélorussie ont le droit de décider de leur avenir » et condamnent « la violence disproportionnée et inacceptable dont les autorités nationales ont fait usage contre des manifestants pacifiques ». « L'UE demande que tous les cas présumés d'abus fassent l'objet d'une enquête approfondie et transparente ».

Ils confirment que l'Union « imposera prochainement des sanctions à l'égard d'un grand nombre de responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

Ils ajoutent : « Nous invitons les autorités biélorusses à trouver un moyen de sortir de la crise en mettant fin à la violence, en apaisant les tensions et en engageant un dialogue national sans exclusive », et se déclarent prêts à contribuer à une solution pacifique.

17 août

Des grèves sont organisées dans de nombreuses usines.

[L'OSCE propose sa médiation](#) pour un dialogue « ouvert et constructif » entre le pouvoir et l'opposition.

16 août

Environ 100 000 personnes manifestent à Minsk, le plus important rassemblement de protestation dans l'histoire du pays. Des milliers d'autres personnes se rassemblent dans tout le pays.

Depuis la Lituanie, Svetlana Tikhanovskaïa appelle les Biélorusses à une grève illimitée.

14 août

[Lors d'une réunion extraordinaire](#), les ministres européens des Affaires étrangères estiment que les résultats du scrutin « ont été falsifiés ».

Ils proposent une médiation de l'Union pour « établir et faciliter un dialogue entre les autorités politiques, l'opposition et plus largement la société » en Biélorussie. Ils décident de préparer des sanctions contre les responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

12 août

Les autorités annoncent la mort d'un deuxième manifestant à Gomel, lors de sa détention après les manifestations du 9 août.

11 août

Svetlana Tikhanovskaïa se réfugie en Lituanie.

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, juge que l'élection n'a été « ni libre ni régulière ».

Il ajoute : « Nous demandons aux dirigeants politiques biélorusses d'engager un dialogue réel et sans exclusive avec l'ensemble de la société afin d'éviter de nouvelles violences. L'UE continuera de soutenir une Biélorussie démocratique, indépendante, souveraine, prospère et stable. »

10 août

La Chine et la Russie reconnaissent le résultat du scrutin, qui est mis en cause par les États membres de l'Union européenne.

Les manifestations se poursuivent, un manifestant est tué, 2 000 personnes sont arrêtées.

9 août

Élection présidentielle en Biélorussie.

Le Président sortant Alexandre Loukachenko est donné vainqueur avec 80,23% des voix. Svetlana Tikhanovskaïa, candidate de l'opposition après l'emprisonnement de son mari, l'opposant Sergueï Tikhanovski, est officiellement créditée de 9,9%.

Des manifestations ont lieu dans la capitale Minsk, 3 000 personnes sont arrêtées.